



Novembre 2010 N°9

Périodique mensuel—Ne paraît pas en juillet et en août—Bruxelles X

N° d'agrégation P 304010

BELGIQUE-BELGIË

P.P.-P.B.

BRUXELLES-BRUSSEL X
BC 4910

Volon Terre

SOMMAIRE

Edito	P.2
Le mois en (presque) bref et Zoom Nord	P.2 –6
<i>Le Volontariat conjugué à la 1ère et 2ème personne du pluriel</i>	P.2-3
<i>Les fêtes de Wallonie solidaires</i>	
<i>Journée de formation aux outils VE</i>	P.3
<i>Echanges avec Elena Lasida et Christian Arnsperger</i>	P.3-6
Actualité :	P.6 et 8
<i>La Communauté Rom pointée du doigt</i>	P.6
<i>La Coalition belge contre la faim s'adresse aux décideurs belges lors de la journée mondiale de l'alimentation avec quatre grandes propositions</i>	P.7-8
Zoom Sud :	P.9-10
<i>Pauvreté et Sida : nos partenaires de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe continuent le combat</i>	P.9-10
<i>Opération 11.11.11. : Entraide et Fraternité y participe</i>	P.10
Agenda :	P.11-12
<i>Campagne Vivre Ensemble</i>	
<i>Campagne Entraide et Fraternité</i>	
Infos : <i>Offre de stage pour le Dpt Communication/récolte de fonds</i>	P. 12

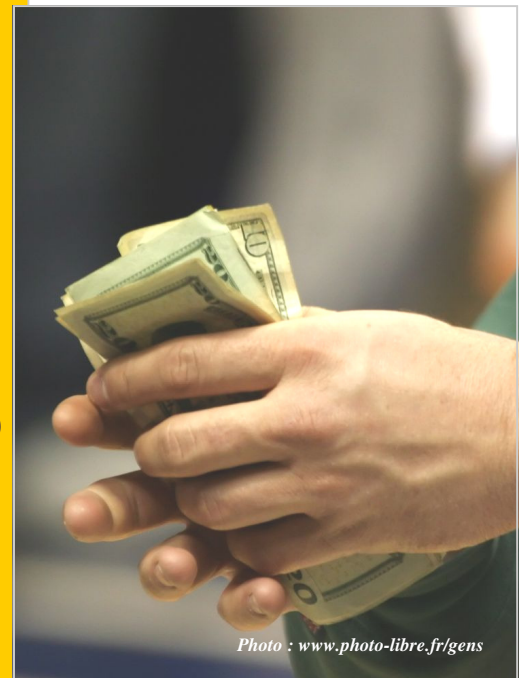


Photo : www.photo-libre.fr/gens

ENTRAIDE
et
FRATERNITE



VIVRE
ENSEMBLE
éducation

(...)Je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère. Remarquez-le bien, Messieurs, je ne dis pas diminuer, amoindrir, limiter, circonscrire, je dis détruire.

(...) Détruire la misère ! Oui, cela est possible ! Les législateurs et les gouvernants doivent y songer sans cesse ; car, en pareille matière, tant que le possible n'est pas le fait, le devoir n'est pas rempli.

Victor HUGO

Discours prononcé par à l'Assemblée Nationale, le 9 juillet 1849.

EDITO

Chère Lectrice, Cher Lecteur,

Travailler en collaboration avec quelle église ? C'est la question que se posent actuellement Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble qui ont été mandatées par les évêques de Belgique, il y a 50 et 40 ans respectivement, pour faire vivre concrètement la solidarité internationale et la lutte contre la pauvreté et la discrimination sociale au sein des communautés chrétiennes de Wallonie et Bruxelles.

En étant une des expressions de l'Église, les déclarations de son plus haut responsable dans notre pays nous interpellent, surtout quand elles ont un lien direct avec notre travail.

Depuis plusieurs années nous soutenons des associations partenaires, tant au Sud qu'au Nord, qui sont confrontées aux ravages du Sida. En tant qu'ONG de développement, Entraide et Fraternité a souscrit aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui nous engagent, pour 2015, à avoir arrêté la propagation du VIH et d'autres maladies majeures et à prendre soin des enfants sidéens.

Nous savons par expérience que la contamination du Sida est parfois utilisée comme arme de guerre et que ses victimes sont surtout des femmes et des enfants innocents. Or, lier cette maladie à une sorte de justice naturelle, comme s'il était une bonne chose que des personnes aient été contaminées, comme si justice était faite, montre un manque de respect et de compassion immense pour les victimes de cette maladie et les personnes qui les soignent.

Pour nous la justice est une notion basée sur des valeurs de solidarité et de fraternité. D'ailleurs l'enseignement social de l'Église nous invite à travailler contre toute injustice et toute discrimination et à lutter contre la pauvreté et les conflits qui rendent les personnes plus vulnérables aux maladies telles que le Sida.

Nous voulons continuer à travailler en collaboration avec une église porte-parole de tous les exclus, y compris les victimes du Sida ; une église de compassion et d'écoute ; une église solidaire avec les pauvres et les discriminés ; une église qui fait de l'option préférentielle pour les pauvres son vrai combat.

Le 28 octobre 2010
Angelo Simonazzi
Secrétaire général

LE MOIS EN (presque) BREF

Le volontariat, conjugué à la 1ère et à la 2ème personne du pluriel

Le 2 octobre dernier, une cinquantaine de membres de EF/VE, volontaires et permanents, ont consacré une journée à débattre du volontariat dans nos associations. Il y a deux ans, l'Assemblée générale a accepté une réorganisation profonde de nos structures de travail - le projet « renouveau » - qui concernait surtout l'activité des permanents. Il était entendu alors que l'on aborderait aussi le volet du volontariat.

En effet, le volontariat est une composante essentielle de notre travail et de notre identité. La caractéristique majeure d'EF/VE est dans la complémentarité étroite qui existe entre l'activité des volontaires et des permanents.

Il apparaît clairement que la région est le lieu d'ancrage et d'appartenance privilégié du volontariat, et ceci qu'il s'agisse du volontariat régulier qui s'inscrit en appui ou dans le prolongement de l'action des permanents régionaux ou de volontariat plus ponctuel intervenant à l'occasion de campagnes. C'est donc dans les régions que doivent être confortées et améliorées les structures d'accueil du volontariat.



Photo J-C Vitoux—EF

Par ailleurs, si le point d'ancrage pratique du volontariat est prioritairement régional, il est important d'organiser ponctuellement la rencontre des permanents et des volontaires dans un *contexte plus global*. La formule des « Journées d'été » avait cette fonction et permettait de « *faire exister l'association dans la tête des gens* », de mettre des visages sur des noms, d'échanger des idées et des expériences, de situer son activité dans une action collective plus vaste. Il faudrait reprendre cette activité sous une forme ou sous une autre.

De nombreux volontaires souhaitent bénéficier de formations. Ces formations pourraient prendre diverses formes. Elles pourraient parfois être organisées en partenariat avec des associations proches ou amies travaillant également sur des objectifs de justice et de solidarité.

L'association devrait pouvoir formuler des offres de volontariat (ou d'activités bénévoles), correspondant à des besoins bien identifiés.

On veillera donc à clarifier ces propositions, à les diffuser et à les communiquer clairement. Il serait utile de montrer que les propositions de volontariat s'inscrivent dans un *échange* ; on demande du temps et du travail à des



volontaires à qui on propose aussi un certain nombre de choses : une équipe qui les accueille, la participation active à des projets, des responsabilités, une reconnaissance.

Un effort particulier devrait être fait pour une communication régulière et complète à tous de données concernant la vie de l'association, ses projets, ses réalisations, ses comptes, de manière à ce que chacun puisse mieux situer son activité dans le travail de l'ensemble de l'association.

« Renforcer le volontariat au cœur de nos activités est un gage de l'efficacité et de l'attractivité de nos activités communes. »

D'autres propositions appellent une réalisation moins rapide, mais devront faire l'objet d'un suivi attentif. Par exemple, il faudrait revoir la place et la représentation des volontaires dans l'Assemblée générale. Notre association partage des objectifs de travail avec d'autres associations proches ;

nous devrions examiner ce que nous pouvons faire ou proposer ensemble aux volontaires. Enfin, on a rappelé l'importance de réfléchir et d'actualiser le lien à l'Eglise catholique qui est une composante de notre histoire et de notre identité.

Dans les semaines et les mois qui viennent l'équipe de direction et le Conseil d'administration de l'association veilleront à la mise en œuvre concrète de ces recommandations.

Ce ne pourra être fait qu'avec le concours de tous.

Renforcer le volontariat au cœur de nos activités est un gage de l'efficacité et de l'attractivité de nos activités communes.

Michel Molitor
Président

Les Fêtes de Wallonie Solidaires !

Ce fut une belle occasion pour notre association de faire connaître les actions de solidarité

dans le Namurois...et pour les promeneurs, de prendre un moment pour découvrir nos actions, participer à une animation interactive sur un thème de développement...ou de lutte contre la pauvreté.

Les Fêtes de Wallonie, furent un moment privilégié d'expression de la convivialité. Cette année à nouveau, Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble étaient de la partie ! Nous espérons bien renouveler notre présence l'an prochain, avec plus de visibilité encore !



Catherine, stagiaire à Namur

Formation aux outils de sensibilisation

La journée du 12 octobre dernier, consacrée tout spécialement à la formation aux outils de la campagne de Vivre Ensemble à été un succès !

Après la présentation du « fil rouge » de la campagne les participants ont été à la découverte globale du Cdrom « *La pauvreté, scandaleusement banale ?* ». Ils se sont ensuite regroupés en ateliers pour prendre connaissance des trucs et astuces concrets à utiliser en animation (chez soi, en doyenné, à l'école...) Ensuite, d'autres ateliers ont été réalisés autour du dossier « *La Pauvreté : fatalité ou scandale* » (liens avec le cd-rom) ou de la démarche « *Pour quelle crèche chantons-nous ?* » proposée aux paroisses (+ pistes liturgiques); ou encore autour des pistes d'animation et échanges au départ de l'affiche « *Rendez-moi ma vie/La pauvreté n'est pas une fatalité* »; et aussi la découverte du conte « *La vivante crèche* » (+ cd audio d'Eric de Staercke et pistes d'animation).



On a cru qu'il faudrait pousser les murs afin de faire de la place pour tout le monde... Plus de 150 personnes ont assisté à la conférence organisée par Vivre Ensemble Education ce vendredi 22 octobre, en prélude à la campagne d'Avent.

Les deux intervenants, Elena Lasida et Christian Arnsperger, avaient passé l'après-midi avec des associations namuroises de lutte contre l'exclusion : des apprenants en alphabétisation du CIEP, des membres de la compagnie « Les grains de sel », de la Maison Médicale des Arsouilles, de Luttes solidarités travail et du Perron de l'Illon.

Chacun, associations et économistes, a eu l'occasion de se présenter et de s'exprimer à partir de quelques questions : qu'est-ce qui me plaît dans mon association/dans mon travail ? Qu'est-ce qui me donne de l'énergie pour me battre ? Qu'est-ce qui me révolte ? Qu'est-ce que je changerais en premier lieu dans la société ?

« ICI, ON SE TRACASSE POUR NOUS »

On a cru qu'il faudrait pousser les murs pour qu'il y ait de la place pour tout le monde... Plus de 150 personnes ont assisté à la conférence organisée par Vivre Ensemble Education ce vendredi 22 octobre, en prélude à la campagne d'Avent.

Les deux intervenants, Elena Lasida et Christian Arnsperger, avaient passé l'après-midi avec des associations namuroises de lutte contre l'exclusion : des apprenants en alphabétisation du CIEP⁽¹⁾, des membres de la compagnie « Les grains de sel »⁽²⁾, de la Maison Médicale des Arsouilles, de Luttes solidarités travail⁽³⁾ et du Perron de l'Illon⁽⁴⁾.



Photo : Rémy Onounga—VE

Ce qui pèse le plus sur les personnes en situation de pauvreté, c'est la **solitude**. « Ici, on se tracasse pour nous, si on ne vient pas on nous téléphone pour nous demander ce qui se passe. On est solidaire, on forme un groupe, comme une famille. Et ça, on ne trouve nulle part ailleurs », témoignait Francis, apprenant au CIEP.

« **Comme une famille** », ce sont des mots qui reviennent aussi chez « Les grains de sel », qui se retrouvent tous les jeudis depuis deux ans. Passer d'assisté social à comédien, même amateur, c'est **devenir créateur**, avec d'autres, d'un projet qui permet d'avancer, d'exister dans la société.



Photo : Rémy Onounga—VE



Photo : Rémy Onounga—VE

Du côté de la maison médicale, les liens sociaux sont vitaux également : « Quand on crée des liens, qu'on participe à un projet commun, ça aide à **se mettre en route** dans d'autres domaines (logement, emploi,...) », explique Françoise Laboureur, des « Arsouilles ». On est en présence de souffrances familiales très fortes : « les liens entre parents et enfants sont distendus, les gens sont isolés. Un jour, une jeune maman devait être hospitalisée ; elle n'avait personne à qui confier ses enfants pour quelques jours... »

Ces liens familiaux, les personnes qui vivent la pauvreté y tiennent comme nous tous : garder la famille unie, éviter le placement des enfants est leur principal souci, envers et contre tout. C'est souvent leur seule richesse, ce qui les maintient debout. « Ils ne peuvent pas savoir comme on s'aime », disent les personnages-marionnettes dans une vidéo créée par les membres de LST.

Ce qui frappait aussi, au fil des discussions et des témoignages, c'est l'importance du **temps**. A notre époque où tout doit se faire dans l'instant, nous avons besoin de temps, et les personnes en situation de pauvreté plus encore. Deux ans pour réaliser ce projet de récits de vie à travers un spectacle de marionnettes. Des mois pour engranger des changements, pas à pas, dans la vie des membres de la maison médicale ; des mois aussi pour retrouver le rythme, les réflexes, les réponses aux exigences d'une formation et d'un emploi,... Des absences prolongées d'Alexandre à la formation en alphabétisation, mais toujours le retour parce que c'est le seul lieu où on le regarde comme un être humain...

Ce besoin de temps se heurte souvent aux impératifs de la société, et à ceux des pouvoirs subsidiants en particulier :

après X mois de formation, un stagiaire du « Perron » doit être capable de travailler, même s'il a dû surmonter durant cette période un tas d'obstacles de tous ordres. Et puis, il faut que le restaurant soit rentable... ici, **le pédagogique et l'économique** ne font pas toujours bon ménage.

PAUVRETÉ ET DÉCROISSANCE : PARADOXE ?

Nos deux économistes, justement, n'étaient pas en reste. Les témoignages des associations les ont rejoints dans leurs préoccupations, dans leur propre expérience, pour Elena Lasida, engagée notamment aux côtés des sans-papiers, ou manque d'expérience, pour Christian Arnsperger, qui constate que les études d'économie (et de sciences humaines en général) mettent très peu les étudiants en contact avec « les gens » et la réalité qu'ils sont censés étudier. « *Je n'ai jamais rencontré les personnes qui vivaient dans le système économique que j'étudiais. On ne nous enseignait pas ce qu'on pouvait faire pour changer la société* ».

Changer la société... car elle nous inflige notre lot quotidien d'injustices. Ce qui révolte d'abord ? Du côté des apprenants du CIEP, c'est le **gaspillage**, de l'argent public comme des denrées prétendument impropres à la consommation jetées dans les poubelles des supermarchés, ou encore des logements vides au-dessus des commerces, parce qu'il n'y a pas d'entrée séparée. Les **inégalités** de salaires paraissent également intolérables. Pour Christian Arnsperger, la révolte – et le déclic pour se tourner vers une économie autre – est venue du fait que « *l'on vit dans un système économique injuste qui, de plus en plus, transmet aux gens le message qu'ils sont inutiles. C'est inacceptable.* »

La discussion a aussi porté, dans une deuxième partie qui s'est déroulée dans les locaux de LST, sur le titre de la conférence du soir. Pour les personnes qui vivent la pauvreté, le concept de simplicité volontaire peut être choquant : « *ils parlent de simplicité, et nous nous sommes dans la complication extrême au quotidien, pour manger, dormir, faire valoir nos droits. Savent-ils ce que c'est que devoir choisir entre payer un ticket de bus pour aller dormir chez un proche et acheter un sandwich pour apaiser sa faim ? Leur démarche leur attire la reconnaissance sociale, voire l'admiration, et nous ne recevons que mépris ou, au mieux, indifférence* », disent-elles en substance. « *Nous ne voulons pas nécessairement avoir plus pour le fait d'avoir plus : nous voulons la justice, l'accès à nos droits* ».

La simplicité volontaire, cela n'est pas seulement « jouer aux pauvres ». Elle doit aller de pair avec une contestation politique, sinon ce n'est que de l'autosatisfaction.

C'est ce que Christian Arnsperger et Elena Lasida ont reprécisé le soir, lors de la conférence. « *La lutte contre la pauvreté ne suffit pas*, affirmait Christian Arnsperger, *car nous sommes dans un système qui génère des inégalités de façon structurelle. La simplicité volontaire n'est pas suffisante non plus : l'endettement des personnes et des Etats produit de l'argent qui permet de consommer. Si l'on réduit la consommation, on accroît le chômage. Il faut donc inventer un nouveau projet de société, qui combine l'égalité socioéconomique et la décroissance, le tout dans les limites imposées par la biosphère* ».

MOINS... OU AUTREMENT ?

Consommer moins ? Produire moins ? Peut-être. Mais surtout, pour Elena Lasida : « *sortir de l'approche quantitative. Il faut produire et consommer autrement, en reconsidérant notre rapport aux biens : le rapport que nous avons avec les biens nous rend-il libres ?* » Un premier glissement, donc, **du quantitatif vers le qualitatif**, qui permet notamment de considérer la décroissance non comme un manque, une perte, mais comme une *autre* façon de voir les choses.

Le deuxième glissement à opérer pour construire ce nouveau projet de société concerne ce que nous entendons par progrès collectif. Jusqu'ici, « *il consiste à augmenter la quantité de*

biens pour mieux les redistribuer : c'est la prospérité partagée. Or, il ne s'agit pas simplement de bien redistribuer, mais aussi de bien vivre ensemble, de vivre ensemble quelque chose de différent. La finalité de notre projet de société, au-delà de l'accès aux biens, devrait donc être la création commune ; que chacun puisse sentir qu'il fait partie d'un projet d'ensemble ». Où personne ne s'entendrait dire qu'il est inutile... En ce sens, il s'agit plus de « *faire projet avec les pauvres que de lutter contre la pauvreté* ».

Le troisième glissement nous mènera **de l'indépendance à l'interdépendance**. Qu'il s'agisse des pays ou des personnes, nous devons renoncer à l'autarcie et nous reconnaître tous interdépendants dans la construction de ce projet commun.

Christian Arnsperger ne dit pas autre chose quand il estime que, dans la transition vers l'après-capitalisme, « *la démocratie doit être approfondie : au niveau politique bien sûr, mais aussi dans les entreprises, pour l'accès à la terre, pour la circulation de l'argent, etc. : il faut que des décisions collectives régissent et planifient ce qui est actuellement laissé au marché.* »

Par contre, l'économiste néolouvaniste n'évacuerait pas si vite le mot « quantitatif » : « *nous avons besoin de déterminer des quantités : combien d'argent en circulation, de combien avons-nous besoin pour vivre ? Que compte-t-on ? Quel est le revenu minimum admissible ? Et quel revenu maximum ? Quelle quantité de travail peut-il donner ?* » C'est en évaluant tout cela de façon démocratique que nous pourrions combiner justice sociale et sobriété.



Et demain ? Répondant à une question du public sur le rôle de l'éducation, Christian Arnsperger a dit apprécier que ses étudiants se montrent ouverts à une vision nouvelle de l'économie. L'intérêt qu'ils ont marqué lors d'une récente rencontre inédite, dans le cadre de son cours, avec les Marcheurs européens contre le chômage, la précarité et les exclusions, en est la preuve. De la maternelle à l'université, il appelle de ses vœux une « école ouverte à tous les visages de la société » et non cloîtrée dans ses murs.

Elena Lasida a quant à elle évoqué, en guise de conclusion, la promesse telle qu'elle apparaît dans la Bible. « *Quand Dieu fait une promesse, il ne l'accomplit jamais jusqu'au bout : Moïse meurt avant que son peuple n'atteigne la Terre promise.* » Cette vision nous invite à voir dans la promesse moins un but à atteindre, « quelque chose » à obtenir, qu'une incitation à nous mettre en marche, en restant ouverts à l'inattendu, à la nouveauté.

C'est sur cette invitation à la mobilisation que s'est terminée cette conférence, laissant le dernier mot au théâtre – la création collective ! -, avec un « corto » (court métrage théâtral) drôle et caustique intitulé « *Qui veut perdre des millions ?* ». Merci à la *Compagnie Buissonnière* d'avoir mis un si chouette point d'orgue à cette soirée !

La densité des échanges de l'après-midi et le succès de foule de la soirée l'ont montré : le dialogue entre lutte contre l'exclusion et sobriété heureuse est à la fois passionnant et indispensable. Au-delà des apparents paradoxes, nous avons tous, quelle que soit notre place dans la société, à apporter notre pierre à un *vivre ensemble*, une société où plus jamais personne n'entende « nous n'avons pas besoin de toi ».

Isabelle Franck
Vivre Ensemble Education

(1) Centre d'information et d'éducation permanente, Pl. L'Ilon 17 – 5000 Namur—(2) Qui ont déjà joué « Grosses légumes et p'tits marrons » et « Le Ressort », lors des campagnes VE 2008 et 2009.—(3) Rue Pépin 64 – 5000 Namur—(4) Entreprise de formation par le travail dans le secteur de la restauration, pl. L'Ilon 17 – 5000 Namur

Envie d'aller plus loin ?

- « *Ethique de l'existence post-capitaliste, pour un militantisme existentiel* », Christian Arnsperger, Cerf, 2009
- Le blog de Ch. Arnsperger : www.transitioneconomique.blogspot.com
- « *Oser un nouveau développement. Au-delà de la croissance et de la décroissance* », Elena Lasida (Dir.), Bayard, 2010, 140p.

Actualités

La Communauté Rom pointée du doigt

Souvenez-vous, fin août de cette année, rafles et renvoi des Roms hors des frontières de France avaient fait la une des journaux.

Lors de la campagne 2010, notre bureau régional de Bruxelles avait organisé une grande soirée d'information en collaboration étroite avec des associations de soutien à la Communauté Rom. Cette soirée avait d'ailleurs remporté un franc succès tant au niveau des informations reçues sur les réalités vécues par cette population, qu'au niveau de la convivialité qui y régnait. Il était dès lors impossible pour nous de ne pas réagir face à une actualité brutalisant et stigmatisant cette communauté. Le 27 août dernier, *Vivre Ensemble* publiait le communiqué de presse suivant :

« De nombreuses voix dans l'Eglise et dans la société se sont élevées pour dénoncer une recrudescence de la stigmatisation à l'encontre de la communauté Rom en France. Une politique de démantèlement de camps de Roms et de renvoi de familles entières dans leur pays d'origine a été mise en œuvre sous prétexte d'une application de la loi mais au mépris du respect fondamental des personnes.

Cette action brutale qui vise un groupe social minoritaire rendu collectivement responsable d'une insécurité due à des faits de délinquance isolés, a suscité de nombreuses prises de position hostiles de la part des catholiques. Le Pape Benoît XVI lui-même a exhorté la France « à savoir accueillir les légitimes diversités humaines ».

En 2009 et encore aujourd'hui, *Vivre Ensemble* se mobilise pour soutenir des associations qui luttent pour la défense et la reconnaissance des Roms. L'ignorance de leur culture et des valeurs humaines et spirituelles qui les animent est source de malentendus et de stéréotypes dont il est urgent de montrer le danger.

Vivre Ensemble défend une profonde solidarité avec la communauté Rom comme tout groupe social marqué par la précarité et considéré comme bouc émissaire. Elle soutient les efforts des instances politiques au niveau européen pour trouver des solutions d'accueil et d'intégration des Roms dans la dignité et garantir leur libre circulation au sein de l'Europe. »

Anne le Garroy,
coordinatrice Vivre Ensemble / Bruxelles .

La Coalition contre la faim s'adresse aux décideurs belges lors de la Journée Mondiale de l'Alimentation d'octobre 2010

Le Service Politique d'E&F est membre actif de la *Coalition contre la faim/Coalitie tegen de honger* qui est une coalition d'une douzaine d'ONG belges impliquées dans la lutte contre la faim et le soutien à l'agriculture paysanne. Depuis 2002, cette coalition joue un rôle d'information et de plaidoyer politique sur les enjeux de la lutte contre la faim. Elle favorise aussi l'amélioration des pratiques de coopération par un dialogue entre les différents acteurs belges. C'est sur base de ces dialogues que sont construites des propositions qui s'actualisent et s'affinent chaque année. Celles-ci sont présentées aux décideurs belges lors de la Journée Mondiale de l'Alimentation. Le texte qui suit est un résumé de l'analyse du contexte et des principales recommandations de cette année.

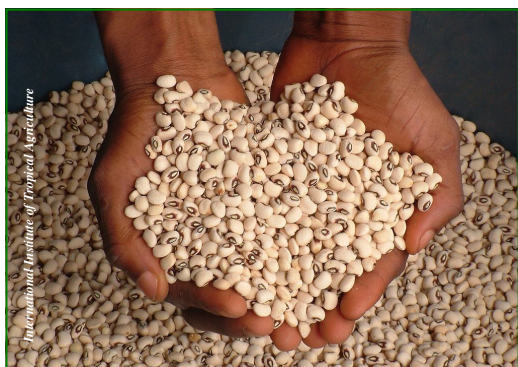
Un contexte alarmant qui nécessite un changement de cap vers la souveraineté alimentaire

Aujourd'hui, 925 millions d'êtres humains sont encore victimes de la faim et la situation pourrait s'aggraver rapidement. En effet, depuis les dernières crises alimentaires, on constate que les changements au sein des politiques commerciales, agricoles et de coopération sont bien trop insuffisants pour empêcher le retour des mêmes crises à court terme.



L'instabilité des prix internationaux, problème central reconnu par les responsables politiques, est toujours en augmentation ; les achats et locations massives de terres fertiles des pays pauvres poursuivent leur expansion renforçant l'insécurité alimentaire de millions de paysan/nes déjà aggravée par les effets du réchauffement climatique ; les efforts pour défendre et soutenir la production vivrière locale, c'est-à-dire l'agriculture paysanne et familiale destinée aux marchés locaux des pays dépendants, ont été trop timides ; malgré l'axe transversal du genre reconnu par les instances internationales et nationales, les intérêts des paysannes restent encore insuffisamment pris en compte ; etc.

Pour sortir de la situation de crise, des politiques de coopération, agricoles, climatiques, commerciales et de genre doivent être réorientées vers la souveraineté alimentaire⁽¹⁾ afin de rendre effectif le droit à l'alimentation tel que défini dans les Directives Volontaires de la FAO.



Les politiques agricoles doivent promouvoir l'agriculture paysanne et familiale afin que celle-ci soutienne la production majoritairement destinée aux marchés locaux et régionaux, seule à même de sortir les pays frappés par la crise alimentaire de la dépendance sans créer de graves tensions sociales.

Ceci signifie notamment la protection du secteur contre les importations à bas prix et le commerce des crédits carbone, la défense de politiques de régulation et de stabilisation, la facilitation aux moyens de production pour les paysans et les paysannes ainsi que le soutien à leur formation et organisation.

Ces orientations ne sont mises en œuvre ni par le marché ni par les investisseurs privés.

Les efforts de la Belgique

La Belgique s'est illustrée par des engagements forts en matière de coopération : elle a prévu de porter la part de la coopération internationale destinée à l'agriculture à 15% pour 2015.

Les priorités des politiques de coopération signalées dans le document stratégique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire mettent l'accent notamment sur l'agriculture familiale, les pratiques agricoles durables, la prise en compte des réalités spécifiques des paysannes et le soutien aux organisations paysannes.

Cependant, la politique de coopération n'est pas la seule à influencer les stratégies de soutien à la production agricole des pays du Sud. Le manque de cohérence reste le point faible de l'ensemble des politiques européennes.

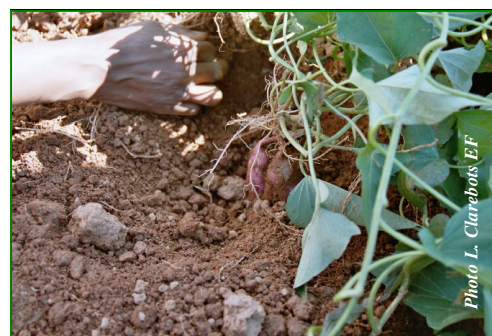
En Belgique également, l'impact positif des politiques de coopération est trop souvent neutralisé - voire anéanti - par des politiques commerciales inappropriées.

Par ailleurs, l'orientation des politiques de coopération continue de miser sur l'intégration au marché mondial. Or, si l'agriculture familiale doit être soutenue dans ses accès au marché, elle doit l'être en direction des marchés locaux, nationaux et régionaux de manière à ce que la production locale rencontre les demandes locales et régionales.

1. L'agriculture paysanne et familiale est la mieux à même de répondre aux enjeux alimentaires, sociaux et environnementaux. Il s'agit donc de soutenir les systèmes de production familiaux, diversifiés et agro-écologiques ainsi que l'implication des organisations paysannes dans les étapes des politiques de soutien à l'agriculture. A cette fin, il est nécessaire de **repenser les politiques de coopération** par un soutien à la production alimentaire locale destinée aux marchés locaux et régionaux, par la mise en œuvre d'une véritable cohérence des politiques et par la lutte contre la volatilité et la spéculation sur les produits agricoles.



2. Ces dernières années, le rôle central des Etats dans le soutien et la régulation de l'agriculture ainsi que les effets négatifs de la libéralisation sur l'agriculture paysanne et familiale ont été reconnus. Cependant, les négociations du cycle de Doha continuent de prôner la réduction des outils de protection de l'agriculture et les marchés internationaux sont présentés comme des opportunités y compris pour les plus vulnérables. Aussi s'agit-il de **repenser les politiques commerciales** de manière à ce que la souveraineté alimentaire des populations et des Etats ne soit pas mise à mal par les politiques commerciales imposant une libéralisation des marchés agricoles. Il s'agit de rester aussi vigilant sur l'empêchement d'une éventuelle contre réforme agraire résultant de l'accaparement des terres.



3. La Politique Agricole Commune peut avoir des impacts sur l'agriculture paysanne et familiale des pays du Sud lors des exportations et des importations. Les politiques mises en place en Europe ne peuvent déstabiliser les marchés intérieurs des pays tiers et menacer leur souveraineté alimentaire. Les réformes successives ont démantelé les instruments de régulation de la production et de l'importation. Visant à accroître la « compétitivité » dans le but de gagner des parts de marché, ces réformes ont renforcé l'impact de la PAC sur les pays du Sud. Il s'agit donc de **repenser les politiques agricoles** en évitant d'exporter des surplus qui déstabilisent les productions des pays du Sud, en limitant la dépendance au soja, en limitant la volatilité des prix agricoles et en empêchant le commerce des produits issus de la biomasse produits non durablement.

4. Les politiques énergétiques, climatiques et financières doivent également être revues. Par exemple : l'objectif d'intégrer 10% d'agrocarburants dans les carburants de transport d'ici 2020 ne peut se faire au détriment de la sécurité alimentaire ; une part des Fonds d'adaptation au réchauffement climatique destiné aux pays du Sud doit être orientée vers le soutien à une agriculture paysanne et familiale durable ; plutôt que la spéculation sur les marchés agricoles (qui doit être interdite), doit être promue une régulation contraignante des banques et fonds d'investissement européens sur les produits agricoles.

*Carmelina Carracillo
Resp. Secteur Politique*

(1) La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à un accès régulier, permanent et libre à une alimentation adéquate et suffisante, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres politiques alimentaires, sans que celles-ci portent préjudices aux droits

Pour le détail des recommandations relatives à ces propositions, consulter le document complet sur le site d'EF : www.entraide.be

Claude Mormont s'est rendu au Zimbabwe et en Afrique du Sud au courant du mois de septembre. Il nous livre quelques témoignages pris sur le vif et constate la force des groupes solidaires.

Visite à Pamuacha, Chinoyi (Zimbabwe)



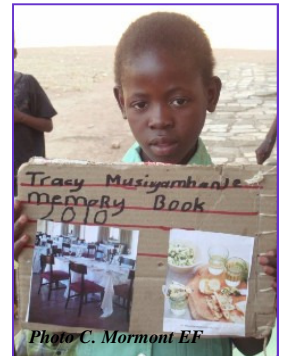
Le groupe de soutien de victimes du SIDA d'Alaska Mine accueille essentiellement des femmes et se forme, notamment à la culture et l'utilisation d'herbes médicinales qui soulagent les multiples maux amplifiés par le SIDA. Ils vendent aussi ces herbes et les conditionnent en petits sachets.

« Ce groupe nous permet de passer de la honte à la fierté, de nous soutenir et de dépasser le stress. Mais certains restent trop effrayés que pour participer. »

Le groupe Les enfants orphelins du SIDA me montrent des « memory books » où ils inscrivent des éléments de l'histoire de leur famille.

Ils se réunissent régulièrement pour bricoler, chanter, jouer. L'animatrice me dit que cela diminue leur stress et leur permet de vivre certains moments vraiment comme des enfants. Ils reçoivent aussi de la nourriture.

La clinique locale prête ses installations et ses terrains pour les rencontres. Les enfants ont aussi l'occasion de participer à des camps avec des enfants d'autres communautés. Ils y parlent ouvertement des problèmes liés au Sida, et s'y font des amis.



Children's right center (Afrique du Sud)

Créer en Afrique du Sud un mouvement pour les droits de l'enfant, tel est l'objectif du CRC à Durban.

En cette année de coupe du monde, CRC a souligné la place du jeu pour l'enfant : le livre « A chance to play », offrant des ressources pour animer des vacances et des loisirs créatifs pour les enfants, a vu son premier tirage de 10.000 exemplaires épuisé et a dû être réimprimé à 5000 exemplaires.



La campagne « Un œil sur le ballon, un œil sur l'enfant » proposait aux autorités et aux communautés de marquer des buts pour les enfants : développer des programmes pour les vacances ; installer des espaces de jeu sécurisés et stimulants, prévoir des lieux chaleureux et sûrs pour regarder les matchs avec les enfants, faire connaître dans chaque communauté les réseaux locaux pouvant soutenir les enfants et leurs familles :

« Nous avons contribué, affirme Sharon Shevil, invitée par EF en 2004, à ce que la sécurité des enfants et leur protection soient les points de référence de l'agenda national de préparation de la Coupe du Monde ».

Abahlali (Afrique du Sud)

Ce mouvement des habitants des bidonvilles de Durban, qui va fêter ses 5 ans, est soutenu par EF depuis le début. Il est connu pour ses actions revendicatives, ses marches de protestation, ses actions auprès de la Haute Cour ou pour les attaques dont il a été l'objet l'an dernier. Mais que signifie-t-il pour ses membres ? C'est de cela qu'on a parlé quand j'ai rencontré plusieurs d'entre eux dans leur nouveau petit bureau au cœur de Durban.

« Nous ne sommes pas un parti politique, mais un mouvement pour les droits. Nous agissons avec les pauvres. Chacun peut parler. Nous sommes unis par notre souffrance. »

« On rejoint souvent Abahlali à cause des évictions dont on est victime et on comprend qu'on n'est pas assez éduqué sur ses droits. Les conseillers sont souvent corrompus et on ne peut s'adresser à eux, tandis qu'Abahlali est une maison où on peut venir. »

« Le mouvement est clair sur le fait qu'il ne t'aidera pas sans les autres, mais tes problèmes deviennent les problèmes de tous »

Malgré les attaques dont il a été l'objet l'an dernier, le Mouvement n'a cessé de voir affluer de nouveaux membres. Même des communautés rurales demandent aujourd'hui à s'affilier.

Sunflower Women Football Club (Afrique du Sud)

Ce projet a été retenu l'an dernier par la Commission Afrique, parce qu'il parlait de football pour les filles du township de Mpumalanga, entre Durban et Pietermaritzburg en Afrique du Sud et qu'il visait l'excellence. Les filles ont d'ailleurs atteint la première division. Et pourtant, le club n'a ni local ni terrain et utilise les installations de l'école primaire. Mais il est animé par des bénévoles qui y croient.

Un petit projet avec de grandes ambitions et qui a participé avec enthousiasme à la journée de rencontre des partenaires d'EF au Kwazulu Natal :

« C'est la première fois que nous participions à une rencontre de ce type et qu'on devait présenter notre projet en public. Ce n'était pas facile. Mais on nous a écoutés et on a entendu les autres, créé des contacts... par exemple avec le Centre Communautaire Zenzeleni à Mpophomeni. C'était une journée formidable.

Avec l'aide du chargé de projet EF, le club a répondu à un appel de la Fondation Roi Baudouin pour le financement d'actions communautaires liées au foot. On lui souhaite plein succès !

Il s'agit d'ailleurs de foot, mais aussi d'autre chose, comme l'explique Cyabonga, fondateur et entraîneur, et Jabulani, administrateur et trésorier :

« On joue dans des communautés avec qui il y a des conflits qu'il faut apprendre à surmonter. On profite des matchs pour informer les filles et leurs parents sur des questions comme le SIDA en faisant venir des orateurs. On soutient les filles pour la poursuite de leurs études, y compris avec des bourses. On rencontre d'autres lieux et cela donne de nouvelles idées »

Lors d'une visite sur place, les jeunes et les parents confirment l'enjeu du club : être fier, avoir confiance en soi...

*Claude Mormont
Dir. Dpt Partenariat International*

Opération 11.11.11. : Entraide et Fraternité y participe

La campagne de solidarité 11.11.11. se profile à l'horizon et EF va y participer comme chaque année. D'ailleurs la participation de EF au CNCD ne s'arrête pas là. Que ce soit au niveau national, régional ou local, des volontaires ou permanents de EF s'investissent à tous les niveaux de l'action du CNCD. Cela se traduit d'ailleurs dans les points obtenus chaque année par EF pour mesurer cette participation...

Trois domaines sont concernés : participation à la collecte 11.11.11., participation aux instances à tous niveaux, participation aux actions de sensibilisation, communication et plaidoyer durant l'année.

Chaque année, en rassemblant l'ensemble des activités auxquelles nous participons, nous n'avons pas de peine à atteindre dans chacun de ces domaines le maximum de points possible et bien au-delà.

La seule difficulté est parfois de convaincre chacune et chacun de bien noter et transmettre les activités où elle/il s'implique.

Grâce à cette bonne participation, EF peut introduire chaque année deux programmes de 3 ans à la campagne. En 2010, les deux programmes seront les suivants :

Le pari d'une meilleure production locale au Zimbabwe et au Chiapas :

Au Mexique, dans la province du Chiapas, le projet est axé sur la sécurité alimentaire. Il sera introduit pour la troisième et dernière année.

Le projet a pour objectif que 39 communautés de la zone de Los Altos mettent en œuvre un système d'agriculture durable en améliorant la fertilité de la terre et en produisant des aliments diversifiés en suffisance. **350 familles paysannes productrices de maïs et de haricots dont les terres sont morcelées et épuisées sont concernées par ce projet** mené par le DESMI, organisation partenaire d'EF.

Au Zimbabwe, le projet mené par notre organisation partenaire locale Silveira House **bénéficie à 1000 personnes (600 femmes et 400 hommes) de 10 villages dans le nord de la région du Mashonaland central.**

Une attention particulière est également accordée au problème du VIH/SIDA. La région où se situe le programme est parmi les plus affectées par les sécheresses chroniques, alors même que la plupart des familles ne disposent pas d'infrastructures d'eau et sanitaires.

Dans la communauté de l'Ahijadero, dans la région de Cajamarca, au nord du Pérou, les paysans prennent leur avenir en main pour préserver leur mode de vie :

Ce projet est introduit pour la deuxième année. Dans un pays en pleine croissance, riche en ressources naturelles, en proie à l'augmentation des conflits socio-environnementaux, cette initiative vient à point. Elle permet d'institutionnaliser les réserves naturelles en garantissant la protection de la biodiversité, d'orienter la mise en place d'infrastructures (routes, hôpitaux, etc.) en lien plus étroit avec les activités économiques et de hiérarchiser les politiques à mettre en œuvre.

Pour soutenir ces programmes, inscrivez-vous comme vendeur "Entraide et Fraternité" auprès du CNCD ou auprès d'un de nos bureaux régionaux

Plus d'infos sur ces projets sur notre site www.entraide.be

Vivre Ensemble : immersion lors des rencontres associatives

Comme chaque année, Vivre Ensemble organise un temps de rencontre/échange avec des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans toutes les régions.

Peut-être y avez-vous déjà participé ?

C'est avec plaisir que nous vous invitons aux « assemblées associatives 2010 » !

A Liège le vendredi 19 novembre, de 9h00 à 15h00 à Cap Migrants, rue des Anglais 29 à Liège (à deux pas de la gare Liège-Palais), Paul Rixen, coordinateur régional vous attend.

Au programme : introduction et présentation du nouveau CD-Rom conçu par Vivre Ensemble Éducation : « La pauvreté, scandaleusement banale ? », en ateliers, chaque association se présente avec un objet qui exprime le rôle qu'elle joue/rêve de jouer dans la société (quartier, commune, ville...). Comment nous situons-nous ?; tribunal des stéréotypes de la pauvreté (Jeu de rôle), Conclusions et présentation pratique de la campagne (outils, modalités, possibilités)

Repas à midi : Sandwich, boissons et soupe (offerts, mais sur inscription !)

Contact et inscription : Tél. 04 / 229 79 46 - 0472 / 63 43 91— veliege@entraide.be

L'objectif de ces moments conviviaux de formation est de susciter l'échange entre acteurs, au départ de leurs réalités de terrain.

Vous êtes intéressé par les journées associatives dans VOTRE région, alors contactez votre coordinateur régional ou surfez sur notre site www.vivre-ensemble.be

Des pièces de théâtre : « Sans ça ! » et « Pauvreté »

« **Sans ça** » : une nouvelle création du théâtre du Copion. C'est avant tout un projet, une idée : donner la parole à ceux qui sont « sans », en faire un spectacle mais aussi un livre, diffuser cette parole largement et en débattre.

Les comédiens sont allés à la rencontre de tous ces « sans » : sans toit, sans toi, sans argent, sans patrie, sans papier, sans abri, sans domicile fixe, sans emploi, sans amour, sans foi, sans loi, sans pain, SANS...

« **Pauvreté** » : Un regard acéré sur les pauvretés

Une création d'Alvéole Théâtre, avec le soutien du Service Egalité des Chances de la Province de Luxembourg, de la Maison de la Culture de Marche-en-Famenne, du Centre Culturel local de Nassogne et du Service Théâtre de la Communauté française de Belgique. En collaboration avec l'Entrep'Eau, la Moisson et Vivre Ensemble.

Quand et où ? Tous les détails dans le Volon'Terre précédent... mais aussi sur notre site www.vivre-ensemble.be

Planning de formation à la thématique de la Campagne d'Entraide et Fraternité 2011

Veuillez trouver ci après les détails pour les différentes formations que nous vous proposons dans le cadre de la préparation de la campagne de Carême. Cette formation, préparée avec la Commission Justice et Paix (CJP) comprend 7 modules. Merci de diffuser cette information aux personnes qui pourraient être intéressées. Au plaisir de vous y retrouver !

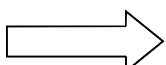
Module 1 : le 10 novembre de 9h30 à 12h30 : rue de la Linière,14—1060 Bxl
« *Les enjeux de la terre* » – avec Laurent Delcourt du CETRI

Module 2 : le 10 novembre de 13h30 à 16h30 : rue de la Linière,14—1060 Bxl
« *L'accaparement des terres* » – avec Laurent Delcourt du CETRI

Module 3 : le 14 décembre de 9h30 à 12h30 : rue de la Linière, 14—1060 Bxl
« *La pression sur la terre par les ressources minières* » avec Frédéric Triest de la CJP
+ cet enjeu de manière particulière aux Philippines

Module 4 : le 14 décembre de 13h30 à 16h30 : rue de la Linière, 14—1060 Bxl
Exercice méthodologique sur « le politique » à partir des revendications « terre »
avec Santiago Fisher de la CPJ

Attention : Pour une meilleure organisation, merci de vous inscrire : catherine.houssiau@entraide.be ou au 02/227.66.80

.../... 

Agenda

Attention : Pour une meilleure organisation, merci de vous inscrire : catherine.houssiau@entraide.be ou au 02/227.66.80

14 JANVIER : rue du Gouvernement Provisoire, 32—1000 Bruxelles
Journée de formation aux outils de campagne

Module 5 : le 20 janvier de 9h30 à 12h30 : 32, rue du Gouv. Provisoire 1000 Bxl
« **Les Philippines : contexte politico – socio culturel** »
avec Karl Wintgens d'Entraide et Fraternité

Module 6 : le 20 janvier de 13h30 à 16h30 : 32, rue du Gouv. Provisoire 1000 BXL
« **Présentation du travail de nos partenaires aux Philippines** »
avec Karl Wintgens d'Entraide et Fraternité

Module 7 : le 17 février de 9h30 à 12h30 : 32, rue du Gouv. Provisoire 1000 Bxl (à confirmer)
« **Les différentes fonctions de la terre** » en collaboration avec la CJP

INFOS

Offre de stage au Département Communication et Récolte de fonds

Nous vous proposons d'atteindre les objectifs suivants :

- ⇒ Piloter une action de notoriété (événement, production d'outil de campagne...) ou de fundraising (merchandising...) avec l'appui et les conseils du maître de stage.
- ⇒ Rédiger des contenus on et off line.
- ⇒ Analyse de marché.

Pour y parvenir, nous vous offrons un cadre agréable avec : Ordinateur, téléphone et prise en charge des frais de transport liés à l'activité, café et convivialité.

Vous devez être capable de mieux faire connaître notre travail et/ou de nous permettre de trouver des moyens supplémentaires pour remplir nos missions.

Connaissances linguistiques : Français, avec très bonne orthographe et capacité de rédaction.
Le néerlandais est un plus.

Connaissances informatiques : Pack office—notions de graphisme est un plus.

Atout : Etre motivé par l'envie de faire tourner la terre plus juste !

Intéressé(e) ? Envoyer CV et lettre de motivation à Rémi Hache : remi.hache@entraide.be

Coordination de la rédaction : Laurence Clarebots, Resp. communication interne

Périodique mensuel édité par

VIVRE ENSEMBLE ÉDUCATION asbl et ENTRAIDE & FRATERNITÉ asbl

Editeur responsable : Angelo Simonazzi

Avec le soutien de la Communauté française

et de la Direction générale de la coopération au développement (DGCD)

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**



Siège central :

32 rue du Gouvernement provisoire
1000 Bruxelles

Tél. : 02 227 66 80—Fax. : 02/217 32 59

Courriel : entraide@entraide.be

E&F – CCP 000-0000034-34

AVE – CCP 068-2000009-90

(Attestation fiscale pour tout don à partir de 30 €)

Centres régionaux :

Bruxelles : 02 533 29 58

Brabant wallon : 010 23 52 64

Namur : 081 41 41 22

Liège : 04 229 79 46

Luxembourg : 061 21 47 24

Tournai : 0473 310 231

Charleroi : 071 32 77 42

Eupen : 087 55 50 32

Animation Jeunes :

François Letocart :
0473/310.218

Dolorès Fourneau :
0473/310.520